

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE L'ALLIER

-----  
COMMUNE DE LORIGES  
-----

## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE d u 29 DECEMBRE 2025 PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION en agglomération sur la Route du Bourg RD 130

LE MAIRE DE LORIGES,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**VU** la loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité notamment de la voirie pour les personnes handicapées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007 relatif aux caractéristiques techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

**VU** le décret 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics et le décret 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) modifiée et complétée ;

**VU** la demande en date du 18 décembre de l'entreprise SPIE CITYWORKS, sise Les Paltrats à SAINT POURCAIN SUR SIOULE, représentée par M RAMERY Charles,

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux de **Dépannage Eclairage Public - Entretien EP - Sinistre EP** sur la Route du Bourg RD 130, en agglomération et pour assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La circulation dans l'agglomération de Loriges sera temporairement réglementée sur la RD 130, dans les conditions définies ci-après. **Cette réglementation sera applicable à partir du 05/01/2026 pour une durée de 365 jours.**

## ARTICLE 2

La circulation sera réglementée comme suit :

- empiètement sur chaussée avec largeur de voie maintenue de 3 mètres.

## ARTICLE 3

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux sous contrôle des services de la commune, par :

- L'entreprise SPIE CITYWORKS, chargée du chantier ;

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée et au schéma CF23 du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

## ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Monsieur le maire de la commune de LORIGES,

La Gendarmerie de l'Allier,

Le Directeur Général des Services du Département,

L'entreprise chargée des travaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Loriges, le 29 décembre 2029

Le Maire,



Henri MARCHAND.